



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DES FORÊTS

VINGTIÈME SESSION

Rome (Italie), 4-8 octobre 2010

COMMUNIQUER SUR LE RÔLE DES FORÊTS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: L'ANNÉE INTERNATIONALE DES FORÊTS (2011)

INTRODUCTION

1. Il ne reste que cinq ans avant la date butoir qui a été fixée quant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). C'est pourquoi le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé les responsables politiques du monde entier à participer au sommet de septembre 2010 visant à accélérer la progression vers les OMD. La prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable – également appelée Conférence Rio +20 – se tiendra en 2012 au Brésil. Elle a pour objectifs de réexaminer les engagements pris et d'aborder les questions émergentes comme l'économie verte dans le contexte de l'éradication de la pauvreté et du développement durable, et les cadres institutionnels relatifs au développement durable.

2. La communauté forestière est consciente depuis longtemps des liens qui unissent la gestion durable des forêts et le développement durable, mais ces relations sont généralement méconnues hors du secteur forestier. Les forêts, les arbres et la foresterie peuvent apporter une contribution directe considérable grâce à la multitude de produits et services qu'ils fournissent, mais aussi parce qu'ils génèrent des revenus et des emplois pour les personnes qui vivent dans les forêts et aux alentours comme pour la population dans son ensemble. Cependant, le fait que ces liens ne se reflètent pas totalement dans les programmes et politiques gouvernementaux ni dans les informations communiquées au public peut avoir des conséquences significatives sur les forêts et le développement durable. Il est nécessaire de renforcer de toute urgence les efforts visant à sensibiliser les gouvernements et les décideurs, aux niveaux national et international, au rôle important des forêts et de la foresterie dans le développement durable. Cependant, la sensibilisation ne suffit pas. Il faut également que la communauté forestière s'engage davantage aux côtés d'autres secteurs, en particulier ceux impliqués dans les stratégies de développement nationales, en se fondant sur l'idée que la coordination et la collaboration intersectorielles ne peuvent être efficaces que lorsque les bénéfices mutuels et les avantages comparatifs sont

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

reconnus et admis. Les acteurs du secteur forestier eux-mêmes doivent adopter une approche plus proactive afin d'approfondir cette compréhension.

3. Les manifestations clés à venir, notamment l'Année internationale des forêts (2011), la neuvième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) dont le thème général est « Les forêts au service des populations qui en dépendent pour vivre et de l'élimination de la pauvreté » et surtout son débat ministériel, et la Conférence Rio +20, offrent véritablement la possibilité à la communauté forestière internationale d'informer le monde entier sur le rôle considérable des forêts dans la réalisation des OMD et dans le développement durable en général. La vingtième session du Comité se déroule au moment même où ces manifestations se préparent et constitue donc une excellente occasion pour les Membres de débattre de la manière d'attirer l'attention des responsables politiques du monde entier sur les contributions des forêts et de la foresterie au développement durable et d'examiner le rôle de la FAO dans l'appui à ce processus.

LE RÔLE DES FORÊTS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

4. Les forêts participent au développement durable et à la réalisation des objectifs de développement approuvés au niveau international, notamment les OMD, de plusieurs manières: elles peuvent faire reculer la faim et la pauvreté, générer des emplois et des revenus, stocker de l'eau, stabiliser les sols et atténuer le changement climatique en fixant et en stockant de grandes quantités de gaz carbonique. Par ailleurs, elles sont une source de biodiversité.

5. L'importance des forêts en matière de réduction de la pauvreté et de la faim est de mieux en mieux documentée. Selon les estimations de la Banque mondiale, plus de 1,5 milliard de personnes dans le monde dépendent directement ou indirectement des forêts pour vivre. D'après d'autres sources, plus de deux milliards de personnes – soit un tiers de la population mondiale – utilisent des biocombustibles, principalement du bois de feu, pour cuisiner et se chauffer. Des centaines de millions de personnes ont recours à des médicaments traditionnels récoltés dans les forêts et, dans quelque 60 pays en développement, la chasse et la pêche sur les terres forestières permettent de satisfaire plus d'un cinquième des besoins en protéines. Pourtant, il est nécessaire de recueillir davantage de données afin de quantifier et de démontrer cette dépendance, en particulier au niveau des pays. Les nombreuses contributions des forêts n'apparaissent toujours pas dans les statistiques gouvernementales car elles relèvent de l'économie de subsistance ou du secteur informel. Dans le contexte de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010, la FAO mène actuellement une grande étude analysant les contributions des forêts à la réduction de la pauvreté dans des pays donnés, en vue de déterminer des paramètres qui devront ensuite être mesurés par les pays afin que ceux-ci réalisent leurs propres évaluations.

6. Il existe de nombreux exemples documentés attestant l'importance des produits forestiers dans la subsistance et la création de revenus pour les populations locales vivant dans les forêts ou à proximité. Citons, entre autres, les plantes comestibles, les fruits, le gibier, les insectes comestibles, les plantes médicinales, les fibres, le bois de chauffe et le charbon. Certains de ces produits représentent même une partie non négligeable de l'économie rurale dans certaines régions et sont échangés sur les marchés régionaux, voire internationaux. Ainsi, la mangue sauvage – un fruit de la forêt – est un important produit forestier non ligneux du Cameroun, vendu dans toute la région. Selon les estimations, les habitants de la ville de Yaoundé consomment à eux seuls plus de 420 tonnes de mangues sauvages par an. Pour de nombreuses personnes habitant en zone rurale, en particulier les femmes, les petites entreprises du secteur forestier, qui commercialisent principalement des produits non ligneux, sont une source de revenus considérable. Les données recueillies dans le cadre d'un projet de la FAO montrent, par exemple,

que plus de 22 pour cent des revenus des ménages de la République démocratique du Congo proviennent de produits forestiers non ligneux, notamment pour moitié du safoutier (*Dacryodes edulis*).

7. Dans de nombreux pays en développement, les entreprises du secteur forestier fournissent au moins un tiers des emplois ruraux non agricoles. Au niveau mondial, environ 10 millions de personnes sont employées dans la gestion et la préservation des forêts. Cependant, comme une proportion élevée des emplois forestiers fait partie du secteur informel, ceux-ci sont probablement plus importants pour les moyens de subsistance ruraux et les économies nationales que les chiffres ne le laissent supposer.

8. Il existe aussi d'autres contributions, plus indirectes: ainsi, l'agroforesterie, autrement dit l'association d'arbres et de cultures agricoles, a des effets bénéfiques sur la production agricole. Les arbres fournissent de l'ombre aux cultures qui en ont besoin, servent de paillis, fixent l'azote et améliorent la qualité des sols ou sont utilisés comme fourrage pour les animaux. Les systèmes agroforestiers peuvent contribuer à accroître les rendements ou, au moins, à prévenir la dégradation et l'érosion des sols.

9. Enfin, les forêts fournissent un certain nombre de services écosystémiques importants. Elles abritent 90 pour cent de la biodiversité terrestre mondiale. Selon les estimations effectuées lors de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010, elles stockent 289 gigatonnes de carbone rien que dans leur biomasse et peuvent fortement participer à l'atténuation du changement climatique. Les forêts ont aussi un rôle important à jouer dans les stratégies d'adaptation à ce phénomène. Elles peuvent protéger les bassins hydrographiques et prévenir l'érosion. Elles sont aussi une source d'énergie neutre en carbone et respectueuse de l'environnement. Par ailleurs, les produits et services forestiers peuvent apporter une contribution substantielle aux économies vertes (un des thèmes principaux de la Conférence Rio +20, qui se tiendra en 2012). Les produits ligneux sont souvent plus respectueux de l'environnement que d'autres matières premières comme le métal ou le plastique, et leur production nécessite moins d'énergie.

10. Afin d'exploiter pleinement le potentiel des différentes contributions que les forêts peuvent apporter au développement durable et d'en tirer parti au mieux, il est essentiel que les forêts soient gérées de manière durable. Ainsi, elles continueront à fournir des services écosystémiques, tout en générant des avantages sociaux et économiques. Au niveau des pays, les programmes forestiers nationaux sont un instrument important pour la promotion de la gestion durable des forêts. Ils offrent une plateforme favorisant la participation active de toutes les parties intéressées à la prise de décisions concernant l'élaboration et la mise en œuvre de politiques forestières, servent de base à l'application des accords internationaux relatifs aux forêts et encouragent la coordination et la collaboration intersectorielles.

PROBLÈMES

11. Le lien entre les forêts et le développement durable est rompu lorsque les forêts ne sont pas gérées de manière durable ou lorsque la déforestation et la dégradation se poursuivent. Selon l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2010, 13 millions d'hectares de forêt ont disparu chaque année au cours de la dernière décennie. Bien que l'afforestation et l'expansion naturelle des forêts dans certains pays et régions aient réduit à 5,2 millions d'hectares par an la perte nette de superficie boisée au niveau mondial entre 2000 et 2010, ces gains ne compensent pas les pertes observées ailleurs, qui ont des impacts négatifs considérables sur les moyens de

subsistance. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime que 1,7 milliard de tonnes de gaz carbonique sont rejetées annuellement en raison du changement d'affectation des terres, et principalement de la déforestation tropicale. Ce chiffre représente 17 pour cent des émissions mondiales de gaz carbonique à l'heure actuelle: il s'agit de la troisième source, selon le GIEC. D'après la Convention sur la diversité biologique (CDB), jusqu'à 100 espèces animales ou végétales disparaîtraient chaque jour, en même temps que des habitats forestiers tropicaux. Ce chiffre suggère qu'il est absolument nécessaire de combattre les causes qui sous-tendent la déforestation et de renforcer les efforts de promotion de la gestion durable. Ces mesures sont particulièrement importantes dans le contexte des initiatives actuelles de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD-plus). Comme indiqué plus haut, les programmes forestiers nationaux peuvent jouer un rôle éminent dans cette entreprise et doivent donc être renforcés.

12. Il existe un autre problème majeur: la faible visibilité du secteur forestier dans de nombreux pays et l'absence de connexion entre la foresterie et les principales stratégies de développement nationales. Au niveau des pays, les forêts sont souvent perçues principalement comme une source de bois d'œuvre. Le secteur forestier n'est pas parvenu à modifier cette perception et ses autres contributions sont pratiquement inconnues hors du secteur. De plus, la gouvernance souvent faible du secteur forestier a eu une incidence négative sur l'image de la foresterie aux niveaux national et international. Dans 80 pour cent des pays, les forêts sont publiques et une grande partie d'entre elles est gérée par l'État. Par conséquent, la participation « officielle » des communautés et des particuliers ou des entreprises privées à la gestion des forêts, bien qu'en augmentation, demeure assez modeste. Cela contribue également à la méconnaissance de l'importance des forêts pour les moyens de subsistance locaux.

13. En raison de l'absence de connexion, on ignore quelle est l'influence des autres secteurs sur le secteur forestier. En dehors du domaine de la foresterie, on ne reconnaît guère que la majorité des problèmes entraînant la déforestation et la dégradation des forêts découle des décisions politiques relatives, entre autres, à l'utilisation des terres, à l'agriculture, à l'énergie ou encore au transport. Le manque de reconnaissance du rôle des forêts limite la capacité du secteur forestier de concurrencer les nombreuses autres questions occupant la scène publique – comme la pauvreté, la santé, l'éducation et le développement agricole – pour obtenir davantage de visibilité et de ressources. C'est pourquoi il est impératif que le secteur forestier résolve ses problèmes de communication et établisse des liens plus forts avec les autres secteurs participant au développement afin de rendre plus visibles les nombreuses contributions des forêts aux moyens de subsistance et à l'environnement, et de jouer un rôle plus actif dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement nationales.

14. Un important problème se pose: l'attention politique est souvent monopolisée par une seule fonction ou un seul service forestier. Cependant, l'attention disproportionnée portée à des biens et services particuliers risque de biaiser la gestion durable des forêts au détriment des autres. La focalisation actuelle sur la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement pourrait réduire le rôle des forêts à celui de puits de carbone. Il est nécessaire de replacer les forêts au centre du développement durable en informant les décideurs, aux niveaux national et international, sur l'ensemble de leurs importantes contributions. À cet égard, les prochaines manifestations de haut niveau mentionnées dans l'introduction constitueront un excellent forum.

POSSIBILITÉS

Tirer parti des mécanismes intergouvernementaux existants

15. Le secteur forestier tire parti de solides mécanismes intergouvernementaux constitués d'organes internationaux qui ont la capacité unique de formuler des politiques et de délivrer des messages essentiels à des publics multiples, notamment à d'autres instances intergouvernementales, et d'encourager la coordination des politiques et programmes aux niveaux mondial, régional et national. Par ailleurs, les processus intergouvernementaux et les actions nationales qui concernent le secteur forestier sont appuyés par une alliance unique d'organisations internationales compétentes, le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF), qui a la capacité sans égal de favoriser la reconnaissance des questions forestières et de prêter une assistance forte aux actions nationales.

Mettre l'accent sur la gestion durable des forêts

16. Les concepts de durabilité des forêts sont discutés et affinés depuis des siècles. Notre compréhension des écosystèmes forestiers continue à s'approfondir et les demandes formulées par la société au sujet des forêts sont en constante évolution. La définition la plus récente¹ établie par l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît la nature évolutive de la gestion durable des forêts. Les récents débats qui se sont déroulés dans divers forums, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), indiquent qu'il faut améliorer encore davantage la compréhension commune de la gestion durable des forêts, y compris en élaborant et en délivrant des messages clairs à l'intention des décideurs et du grand public au sujet de sa nature, de son contenu, de ses potentialités et de ses préalables.

Adopter une approche stratégique en matière de communication

17. L'ampleur des défis à relever nécessite une meilleure coordination des initiatives et une concentration des ressources en vue d'obtenir un impact maximal. Afin de faciliter ce processus, la FAO élabore actuellement une stratégie de communication pour la foresterie visant à renforcer ses propres capacités ainsi que son aptitude à aider ses États Membres dans ce domaine. Cette stratégie prévoit de s'appuyer sur les leçons et les expériences des activités passées et présentes ainsi que sur les contributions de différents forums, notamment les recommandations pertinentes du treizième Congrès forestier mondial (Buenos Aires, Argentine, octobre 2009). Les principes suivants sont en cours d'examen:

- i. les groupes cibles étant variés, différentes stratégies sont nécessaires pour les toucher et de nouveaux groupes cibles, comme les jeunes ou les donateurs, doivent être identifiés;
- ii. les stratégies doivent être flexibles et réactives à l'évolution des besoins à la suite d'un examen périodique; pour chaque stratégie, il faut déterminer des objectifs, des messages clés, des vecteurs d'information principaux, des acteurs et des partenaires; les stratégies doivent englober un plan de mise en œuvre et les estimations budgétaires qui s'y rapportent;
- iii. les activités de communication pour les années à venir doivent être articulées autour de l'Année internationale des forêts en 2011 et des forêts et du développement durable en 2012;

¹ La gestion durable des forêts, « en tant que concept dynamique et en évolution, vise à maintenir et à renforcer les valeurs économiques, sociales et écologiques de tous les types de forêts, pour le bien des générations présentes et futures ». UN GA 62/98 p. 4

- iv. les vecteurs d'information doivent être diversifiés conformément à l'évolution des outils offerts par les technologies de l'information;
- v. il faut se concentrer sur la diffusion de messages positifs tout en étant préparés à souligner les problèmes en temps voulu et de manière proactive;
- vi. les capacités institutionnelles de la FAO doivent être largement utilisées et les activités doivent être coordonnées au sein de l'Organisation et avec ses partenaires extérieurs.

Exploiter pleinement les possibilités offertes par l'Année internationale des forêts

18. L'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à la FAO, qui préside le PCF, d'appuyer la mise en œuvre de l'Année internationale des forêts² dans le cadre de son mandat. Ce faisant, la FAO a invité les membres du PCF à s'engager dans une série d'actions coordonnées, permettant ainsi au secteur forestier de s'exprimer d'une seule voix, et a suggéré au Secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), élément central de l'Année internationale des forêts, d'accorder une attention particulière à ces actions. Voici quelques-unes des recommandations qui ont été faites: prendre contact avec les principaux réseaux de médias, les principales industries qui souhaitent adopter des principes écologiques dans le cadre de leurs activités, les industries forestières et le secteur privé; coordonner les initiatives comme le lancement de concours relatifs aux forêts, l'élaboration de documents audiovisuels, et la rédaction de publications et de documents d'information.

19. Le plan de la FAO visant à promouvoir l'Année internationale des forêts comprend des propositions en faveur d'une forte diffusion des publications, d'une présence étendue et approfondie sur Internet, notamment par l'utilisation de médias sociaux et la création de projets interactifs, de l'utilisation de manifestations de la FAO relatives à d'autres secteurs pour promouvoir l'Année internationale des forêts, d'un engagement accru auprès de la société civile, et de la mise au point de dossiers de presse, documents éducatifs, fiches d'information et autres documents d'information destinés à aider les pays à planifier et mettre en œuvre leurs activités liées à l'Année internationale des forêts. Le calendrier des manifestations est établi de façon à maintenir une attention constante tout au long de l'année.

Créer une plateforme permanente pour maintenir l'attention du public sur les forêts

20. L'Année internationale des forêts mettra ce secteur sur le devant de la scène mais elle est, par nature, limitée dans le temps. Il peut s'avérer utile pour la communauté forestière internationale de mettre en place un ou plusieurs mécanismes destinés à promouvoir les forêts de manière durable. Un certain nombre de mécanismes de ce type existent déjà, principalement dans d'autres secteurs, bien que l'expérience la plus pertinente en matière de foresterie ait été la Journée mondiale de la forêt³. Cette manifestation n'a pas eu toute l'influence attendue, et ce pour diverses raisons, notamment le manque de reconnaissance et de coordination aux niveaux national et international. Les préparatifs de l'Année internationale des forêts peuvent offrir la possibilité aux États Membres d'examiner ces expériences et d'élaborer des recommandations à cet égard.

² UN GA 61/193

³ La Journée mondiale de la forêt, célébrée le 21 mars, avait été créée par la Confédération européenne de l'agriculture en 1971.

Renforcer les capacités grâce à la collaboration et à l'établissement de réseaux

21. La communication nécessite des ressources financières et humaines. La mobilisation de l'expertise et la création d'une plateforme pour le partage des expériences peuvent contribuer à pallier le manque de ressources. Il n'existe pour l'instant aucun mécanisme mondial qui puisse faciliter une telle coopération, bien que l'on observe de bons exemples au niveau régional. Le Forest Communicators' network⁴ est un mécanisme qui fonctionne bien: il fournit des avis à ses organismes principaux et à ses États membres, européens pour la plupart, et élabore des propositions et des outils pour une communication plus efficace sur les forêts. L'expérience positive de ce réseau peut servir de base à l'établissement d'un mécanisme similaire au niveau mondial. Des capacités supplémentaires peuvent être mobilisées au sein du PCF, dont les organisations membres disposent de compétences et de capacités considérables en matière de communication. Le PCF offre d'importantes possibilités pour l'harmonisation des activités et la construction d'une plateforme commune destinée à la communication dans le secteur forestier.

POINTS À EXAMINER**22. Le Comité souhaitera peut-être:**

- i. encourager les pays à mieux intégrer les forêts dans les stratégies de développement plus larges;
- ii. accroître la visibilité des forêts et de leur gestion durable au sein du développement durable au niveau mondial:
 - en communiquant sur la participation significative des forêts au développement durable à la neuvième session du FNUF et en invitant cette instance à utiliser sa position unique au sein du système des Nations Unies pour mettre en évidence les contributions des forêts aux questions de développement mondiales, notamment lors des préparatifs de la Conférence Rio +20 sur l'environnement et le développement;
 - en exhortant les pays, en tant que membres d'organes directeurs des organisations constituant le PCF, à intégrer la gestion durable des forêts aux stratégies de développement de ces organisations et à appuyer sa mise en œuvre;
 - en invitant les pays à participer activement à l'Année internationale des forêts (2011).

23. Le Comité souhaitera peut-être demander à la FAO d'accroître ses efforts pour promouvoir le concept de développement durable des forêts:

- i. en clarifiant davantage le rôle des forêts et de leur gestion durable dans la progression vers le développement durable et, en particulier, les objectifs du Millénaire pour le développement, et en communiquant largement sur ce rôle;
- ii. en élaborant des outils destinés à quantifier et à évaluer l'ensemble des biens et services, ce qui permettra d'approfondir la compréhension de la contribution des forêts aux principaux objectifs sociaux et économiques;

⁴ Créé par le Comité du bois de la CENUE et la Commission européenne des forêts, qui constituent une équipe de spécialistes.

- iii. en fournissant une aide au développement et en actualisant les programmes forestiers nationaux, ainsi qu'en assistant les pays dans leurs efforts qui visent à intégrer ces programmes aux stratégies nationales pour le développement durable;
- iv. en aidant à améliorer la coopération intersectorielle ainsi que la coordination des politiques et programmes par le biais d'une communication efficace et proactive.

24. Le Comité souhaitera peut-être:

- i. demander à la FAO de tirer parti des possibilités offertes par l'Année internationale des forêts et la Conférence Rio +20 dans ses activités de communication;
- ii. accroître les synergies et la coopération en invitant la FAO à créer un réseau mondial sur la communication forestière, en vue d'aider les États Membres et l'Organisation à développer des stratégies de communication et de rendre des avis quant à leur mise en œuvre, et à envisager des approches destinées à maintenir l'attention du public sur les forêts;
- iii. inviter le PCF à accroître ses activités relatives à la communication sur les forêts.